

Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les mouvements *Indignés* et *Occupy*

Héloïse Nez, Pascale Dufour

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2017/1 Printemps , PAGES 47 À 58
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676458

DOI 10.3917/pe.171.0047

Date de mise en ligne : 13/03/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-1-page-47?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les mouvements *Indignés* et *Occupy*

Par **Héloïse Nez** et **Pascale Dufour**

Héloïse Nez est maître de conférences en sociologie à l'université de Tours et membre de l'unité mixte de recherche Cités, territoires, environnement et sociétés (CITERES).

Pascale Dufour est professeur titulaire au département de science politique de l'université de Montréal, membre du Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS) et du Collectif interdisciplinaire de recherche sur la contestation (CRIC).

Depuis 2011, d'importantes mobilisations citoyennes dénoncent les politiques d'austérité et les dysfonctionnements de la démocratie représentative. Des mouvements comme les Indignés ou Occupy réclament la mise en place de nouvelles formes de pratiques démocratiques. Toutefois, pour pouvoir perdurer et se développer, ces mouvements sont obligés de s'insérer, au moins partiellement, dans le jeu politique traditionnel. L'émergence de Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne en est l'illustration.

politique étrangère

Du campement des Indignados de la Puerta del Sol aux Nuits Debout parisiennes, en passant par Occupy Wall Street ou Occupy Montréal : depuis 2011, de nombreuses mobilisations ont investi l'espace public pour réclamer et mettre en pratique de nouvelles formes démocratiques. Malgré la diversité de leurs contextes politiques et socio-économiques, ces mouvements ont en commun de dénoncer les limites d'une démocratie représentative en crise et de revendiquer une « démocratie réelle ». Les manifestants ont ainsi partout organisé des assemblées sur les places publiques pour mettre en pratique les formes démocratiques qu'ils appellent de leurs vœux. Quel premier bilan tirer de ces mobilisations près de cinq ans après leur émergence ? Sont-elles intervenues dans le jeu politique traditionnel, ont-elles impulsé un renouvellement de la démocratie par le bas ?

Cet article s'appuie sur une enquête de terrain menée sur le 15M (mouvement du 15 mai) à Madrid depuis 2011¹ et sur un ouvrage collectif sur

1. H. Nez, *Podemos. De l'indignation aux élections*, Paris, Les petits matins, 2015.

les mouvements Indignés et Occupy en Europe et en Amérique du Nord², qui met en commun les travaux de chercheurs ayant suivi ces mobilisations en Espagne, en Grèce, en Irlande, en France, en Israël, aux États-Unis et au Canada. De cette comparaison ressortent certaines caractéristiques communes qui incitent à regrouper Indignés et Occupiers dans une même famille de mouvements sociaux.

L'émergence des mouvements Indignés et Occupy

Parmi les mécanismes et processus qui ont permis l'apparition et le développement de ces mouvements sociaux, deux éléments sont essentiels : la crise économique et les politiques d'austérité d'une part, la crise politique et la remise en cause de formes de représentation d'autre part.

La crise économique et l'austérité

Les Indignados comme les Occupiers dénoncent, à travers le slogan « Nous sommes les 99 % », la concentration des richesses et l'augmentation des inégalités de revenu aux dépens de la majorité de la population. La crise financière et économique mondiale de 2008 représente le contexte structurel dans lequel ces mobilisations se sont déroulées, depuis l'effondrement du secteur financier américain et le sauvetage des banques jusqu'à l'éclatement de la bulle immobilière en Espagne, et la crise de l'euro. Cette crise s'inscrit dans la continuité d'une tendance à la déréglementation néolibérale, à la libéralisation du commerce, aux délocalisations industrielles, à l'amincissement de l'État-providence et à l'endettement croissant des consommateurs, des étudiants et des ménages. Bien que l'intensité et les spécificités de la crise varient, l'austérité se propage dans les pays développés comme elle s'était répandue en Amérique latine dans les années 1980, suite à la crise de la dette. L'approfondissement de la précarité sociale et économique qui affecte une partie importante de la population constitue un terrain fertile pour la contestation. Mais ce contexte global ne génère pas automatiquement des mobilisations. Celles-ci ont été massives dans certains cas, comme en Grèce et en Espagne, et relativement faibles dans d'autres, même lorsque la crise frappait fortement l'économie nationale, comme en Irlande.

Comment comprendre ces variations ? Depuis les années 1970, la sociologie des mouvements sociaux a mis l'accent sur les facteurs culturels, organisationnels, politiques et institutionnels, au détriment des facteurs socio-économiques. On constate, comme l'ont souligné Hetland

2. M. Ancelovici, P. Dufour et H. Nez (dir.), *Street Politics in the Age of Austerity. From the Indignados to Occupy*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016.

et Goodwin, une «étrange disparition du capitalisme des études de mouvements sociaux³». Pourtant, le contexte économique est incontournable pour comprendre les mobilisations récentes. Plusieurs approches permettent de mesurer son influence sur la contestation.

La première consiste à prendre en compte le moment économique spécifique de l'émergence des mobilisations, en particulier la crise de 2008 et ses conséquences, en termes de compressions budgétaires et d'accroissement de la précarisation, du chômage et de la paupérisation. L'Espagne, où la mobilisation a été la plus massive, est l'un des pays européens les plus touchés, avec des conséquences sociales dramatiques : le taux de chômage y dépasse 20 % à partir de 2010, les expulsions locatives s'y multiplient, la pauvreté et les inégalités augmentent. On peut donc supposer qu'existe un lien entre la situation économique objective des militants et les mobilisations, en faisant l'hypothèse que l'intensité de la crise sera fortement corrélée au niveau de contestation. Les résultats empiriques ne valident pourtant pas toujours cette hypothèse : en Espagne comme aux États-Unis, ceux qui sont descendus dans la rue ne sont pas nécessairement les plus touchés par la crise ou les plus vulnérables socialement. Par ailleurs, en France et surtout en Irlande, les compressions budgétaires et les mesures d'austérité n'ont pas été suivies de mouvements d'occupation massifs.

La deuxième approche réactualise l'argument de la privation relative, développée par Gurr⁴ en 1970 : une forte divergence entre les aspirations au bien-être d'une population et ses conditions matérielles objectives créerait les conditions de la contestation. Cette théorie a été fortement critiquée pour son incapacité à expliquer pourquoi les gens ne se mobilisent pas même lorsque les conditions sont remplies. En dépit de son aspect mécaniste et simpliste, on remarque un retour à une variante de cet argument avec les mobilisations récentes. En Espagne, les jeunes diplômés ont des attentes croissantes envers l'accès à l'emploi et au bien-être général. Le taux de chômage très élevé des moins de 25 ans (supérieur à 50 %) les éloigne de ces attentes, créant ainsi un contexte favorable à la mobilisation. D'autres pays comme le Canada ou Israël ne sont pas concernés par une crise économique majeure, mais par une crise de la classe moyenne liée à l'endettement et à l'accès à l'éducation et au logement. La menace d'une mobilité descendante, ou d'un «déclassement», au sens d'une baisse du niveau de vie

**En Espagne, le
taux de chômage
des jeunes
dépasse 50 %**

3. G. Hetland et J. Goodwin, « The Strange Disappearance of Capitalism from Social Movement Studies », in C. Barker et al. (dir.), *Marxism and Social Movements*, Leiden/Boston, Brill, 2013, p. 83-102.

4. T. Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

entre la génération des enfants et celle de leurs parents, semble ici constituer un facteur important de contestation.

Une troisième approche met en avant le niveau d'atténuation, ou au contraire d'amplification, des effets du capitalisme par les institutions et politiques publiques. À un niveau macro, des effets structurants de contagion peuvent être observés. Dans l'ouvrage mentionné *supra*, Ross montre comment la crise financière a pu voir le jour et comment elle s'est répandue entre les sociétés nord-américaines et européennes, par des mécanismes très semblables : l'endettement excessif des ménages et le fait, pour les banques, de se retrouver sans liquidité quand ces derniers ont été en cessation de paiement⁵. Cette analyse pourrait être prolongée en prenant en compte les systèmes de protection sociale et les politiques publiques. L'État-providence s'est en effet constitué différemment en fonction des contextes nationaux : par exemple aux États-Unis, les citoyens doivent s'occuper d'eux-mêmes en intégrant le marché du travail, alors que dans les pays du sud de l'Europe, la famille et l'État sont des piliers du bien-être. Notre hypothèse est que les modalités de la contestation sont liées aux régimes d'intervention publique dans certains secteurs, comme la protection des chômeurs ou les politiques du logement⁶. Ce passage par les institutions de protection sociale permet de mieux comprendre, par exemple, pourquoi et comment le mouvement Nuit Debout est apparu seulement en 2016 en France : c'est à ce moment-là que les réformes politiques – et en particulier la loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels – remettent directement en cause le statut des travailleurs auparavant protégés. Les mouvements de contestation émergent donc non seulement dans un contexte global de crise économique, mais aussi dans des contextes politiques singuliers.

Une crise de la délégation politique

Indignés et Occupiers font explicitement le lien, dans leurs discours, entre la crise de la démocratie représentative et leurs propres pratiques et revendications démocratiques. En Espagne, l'appel à manifester du 15 mai 2011 invite ainsi les citoyens à « dénoncer les graves déficiences et les injustices du système économique et gouvernemental, et exiger une démocratie réelle ». À travers leur principal slogan, « Ils ne nous représentent pas », les Indignados pointent du doigt les pratiques des élites politiques et leur

5. G. Ross, « Austerity and New Spaces for Protest. The Financial Crisis and Its Victims », *Street Politics in the Age of Austerity*, *op. cit.*, p. 43-66.

6. P. Dufour et M. Ancelovici, « From Citizenship Regimes to Protest Regimes? », in M. Paquet, N. Nagels et A.-C. Fourot (dir.), *Citizenship as a Regime. Canadian and International Perspectives*, Montréal, McGill-Queen's University Press, à paraître en 2017.

collusion d'intérêt avec les élites économiques. Le contexte national joue ici un rôle important pour comprendre l'ampleur de la crise politique : les deux principaux partis qui alternent au pouvoir depuis la transition démocratique (1975-1978) sont impliqués dans d'innombrables affaires de corruption en lien direct avec la spéculation immobilière. Le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (Psoe) peuvent donc être perçus comme co-responsables de la crise économique et de ses effets, d'autant que ce sont les socialistes qui ont pris les premières mesures d'austérité, à partir de 2010. Si la perte de confiance envers les élus et les partis politiques n'est pas partout aussi profonde, l'ensemble des démocraties occidentales est concerné par une crise de la délégation politique, comme en atteste par exemple la montée de l'abstention électorale.

À la recherche de la « démocratie réelle »

Face à une délégation politique défailante, Indignados et Occupiers expérimentent des formes démocratiques qui ont un certain nombre de points communs : il s'agit de pratiques horizontales, non hiérarchiques, de démocratie directe, censées préfigurer le modèle de société mis en avant dans leurs revendications. Les assemblées générales se tiennent dans l'espace public et les décisions sont généralement prises par consensus. La remise en cause du système politique représentatif s'accompagne ainsi de l'expérimentation d'une « démocratie réelle », basée sur les principes d'auto-gestion, de délibération et de participation ouverte à tous. En comparant les mobilisations en Espagne, en Grèce et aux États-Unis, Oikonomakis et Roos montrent que le combat pour une démocratie directe, inspirée par les courants libertaires et anarchistes, constitue le principal point commun des mouvements Indignés et Occupy⁷. Cette recherche de « démocratie réelle » oppose la logique de la participation directe à celle de la démocratie représentative, vue comme de moins en moins apte à assurer la médiation des intérêts de la population.

Ces pratiques démocratiques ont une histoire ancienne⁸. Elles ont notamment caractérisé les « nouveaux mouvements sociaux » (écologistes, féministes, etc.) qui émergent dans les années 1970 et s'opposent à la centralisation et à la délégation du pouvoir au sein du mouvement ouvrier et syndical, puis la mouvance altermondialiste qui en fait son étendard à partir des années 1990. La spécificité des mouvements Indignés et Occupy

7. L. Oikonomakis et J. E. Roos, « A Global Movement for Real Democracy? The Resonance of Anti-Austerity Protest from Spanish and Greece to Occupy Wall Street », *Street Politics in the Age of Austerity*, op. cit., p. 227-252.

8. F. Polletta, *Freedom Is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements*, Chicago, Chicago University Press, 2002.

est toutefois d'accorder une attention centrale à ce principe démocratique, et d'y consacrer de nombreux débats, en valorisant la participation des individus et non celle de groupes déjà organisés. Les mobilisations récentes ont ainsi sorti ces pratiques démocratiques des cercles militants auxquelles elles se confinaient – comme les squats autogérés en Espagne –, en les expérimentant dans l'espace public avec des participants beaucoup plus nombreux et hétérogènes⁹.

La crise de la démocratie représentative a donc sa contrepartie dans l'espace des mobilisations. On peut ainsi repérer des changements importants dans les relations que les individus et les groupes entretiennent avec la politique. Au milieu des années 1990, Lichterman a conceptualisé le développement d'un nouveau style de « politique personnalisée » : plus attentive aux changements dans les mouvements sociaux et leurs organisations, elle décrit une forme de *do-it-yourself politics*¹⁰. Les réseaux, formels ou informels, sont généralement décentralisés et ouverts à la participation directe. Se méfiant des partis et des groupes, de la rigidité des idéologies et de la démocratie représentative, ils se focalisent plus sur la création de liens entre les personnes, sur l'épanouissement personnel et l'autonomie. Le deuxième élément qui caractérise cette famille de mouvements sociaux, au-delà de la dimension économique de la crise, est donc un ensemble de relations particulières à la politique.

La circulation internationale des expériences

L'autre aspect comparatif concerne les liens qu'entretiennent entre elles ces mobilisations. On peut analyser les processus de diffusion de la contestation dans l'espace – en prenant en compte la dimension internationale –, mais aussi dans le temps en interrogeant les continuités et les ruptures entre plusieurs générations de mouvements sociaux.

Des images et des militants qui circulent

Première perspective : celle de la contagion ou du mimétisme. L'idée majeure est ici que ces mouvements trouvent leur inspiration à l'extérieur et essaient d'établir des liens entre leur propre mobilisation locale et d'autres mouvements à l'étranger. À la Puerta del Sol, les Indignados

9. H. Nez, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », *Participations*, n° 3, 2012, p. 79-102 ; H. Nez et E. Ganuza, « Among Militants and Deliberative Laboratories: The Indignados », in B. Tejerina et I. Perugorria (dir.), *Crisis and Social Mobilization in Contemporary Spain. The M15 Movement*, Londres, Routledge, à paraître en 2017.

10. P. Lichterman, *The Search for Political Community. American Activists Reinventing Commitment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; P. Dufour, L. Bherer et C. Rothmayr, « Faire la politique soi-même. Le cas des mobilisations contre le gaz de schiste au Québec », *Revue canadienne de science politique*, vol. 48, n° 1, 2015, p. 125-146.

faisaient souvent référence aux révolutions tunisienne et égyptienne, aux référendums par lesquels les Islandais ont refusé de « payer pour les banquiers », ou encore aux manifestations contre l'austérité en Grèce. S'il est difficile de montrer précisément comment « l'esprit du temps » a un effet direct ou indirect sur des mobilisations locales, il est possible de comparer les cadres d'action collective, les discours militants, les imaginaires et les outils. William Gamson s'est ainsi intéressé aux liens entre les révolutions arabes et le « mouvement des tentes » israélien¹¹. La rapidité du départ des dictateurs, en Tunisie et en Égypte, aurait ainsi renforcé la conviction, dans d'autres pays comme en Israël ou en Espagne, qu'en se rassemblant les gens pouvaient faire bouger les choses.

On peut aussi retracer la généalogie des processus de diffusion en s'intéressant à la mobilité internationale, physique ou virtuelle, des militants. Comment les idées, les gens, les stratégies, les répertoires d'action voyagent-ils d'un pays à l'autre ? Comment s'adaptent-ils aux circonstances locales dans d'autres contextes ? Eduardo Romanos a étudié la transnationalisation de la contestation après 2010, à partir d'entretiens avec des Indignados à Madrid et des Occupiers à New York¹². Il démontre que l'influence des révolutions arabes sur le 15M en Espagne est liée à des canaux indirects et impersonnels : les médias et réseaux sociaux qui ont fait circuler les images de places publiques remplies de monde. À l'inverse, les facteurs de diffusion ont été plus directs et personnels dans la circulation des mobilisations entre l'Espagne et les États-Unis. Les immigrés espagnols et les militants qui ont voyagé à New York ont ainsi joué un rôle important dans l'émergence d'Occupy Wall Street, ainsi que dans la transmission de savoirs d'un campement à l'autre.

Oikonomakis et Roos proposent une autre analyse en développant le concept de « résonance » pour expliquer la diffusion de tactiques et de revendications entre l'Espagne, la Grèce et les États-Unis. Ce concept permet de prendre en compte des relations plus complexes que les traditionnelles théories de la diffusion. Au lieu d'une simple distinction entre un mouvement « émetteur » et un autre « récepteur », sont identifiées de multiples sources d'inspiration qui alimentent simultanément chaque mobilisation particulière. Loin de se résumer à une simple imitation de revendications et de modèles organisationnels venus d'ailleurs, les mouvements Indignés et Occupy ont fait appel à une expérience du

11. W. A. Gamson, « Arab Spring, Israeli Summer and the Process of Cognitive Liberation », *Swiss Political Science Review*, vol. 17, n° 4, 2011, p. 463-468.

12. E. Romanos, « De Tahrir a Wall Street por la Puerta del Sol: la difusión transnacional de los movimientos sociales en perspectiva comparada », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n° 154, 2016, p. 103-118.

mouvement local et à des réseaux d'activistes préexistants pour développer leurs propres formes d'auto-organisation.

Des altermondialistes aux Indignés et Occupiers ?

Les processus de diffusion des mobilisations peuvent aussi être observés dans le temps : quels liens les Indignados et Occupiers ont-ils tissé ou non avec des mouvements antérieurs ? Quels types d'apprentissages peut-on repérer d'un mouvement à l'autre ? La comparaison entre Occupy Pittsburg et le Forum social américain permet d'identifier les ruptures et les continuités entre les mobilisations actuelles et le mouvement altermondialiste¹³. Il apparaît ainsi que les Indignés et Occupiers intensifient des logiques participatives et délibératives que les altermondialistes avaient déjà expérimentées dans leurs forums sociaux et campements lors des sommets du G8 par exemple. La principale différence réside dans l'ampleur et la dimension individuelle de la participation : alors que le mouvement altermondialiste met en réseaux des groupes déjà constitués, Indignés et Occupiers s'appuient sur une logique d'agrégation des individus qui n'ont pas toujours une expérience antérieure de militantisme¹⁴.

On peut aussi comparer des mobilisations qui ont lieu au même moment dans le même pays pour analyser les processus de diffusion entre ces mouvements dans le temps. Le 15M a, par exemple, été inspiré par les mobilisations de la décennie précédente en Espagne, comme le mouvement étudiant contre le processus de Bologne, le mouvement pour un logement décent ou l'organisation Jeunesse sans futur, qui s'organisaient déjà sur la base d'assemblées¹⁵. De la même manière, les Indignados ont eu un impact sur les mouvements ultérieurs, comme les « marées » qui se sont développées dans divers services publics (« marée verte » dans l'éducation, « marée blanche » dans la santé, etc.) pour s'opposer aux coupes budgétaires à partir de juillet 2011. Ces mouvements sectoriels se sont en effet très largement inspirés des pratiques des Indignés, en reprenant des principes comme la mobilisation d'individus hors des syndicats, l'organisation horizontale, ou le langage gestuel dans les assemblées. Les mouvements Indignés et Occupy ont donc impulsé, comme en Espagne,

13. J. Smith, « Social Movements and Political Moments. Reflections on the Intersections of Global Justice Movement & Occupy Wall Street », *Street Politics in the Age of Austerity*, op. cit., p. 205-226. Sur ce sujet, voir aussi D. della Porta et A. Mattoni (dir.), *Spreading Protest. Social Movements in Times of Crisis*, Colchester, ECPR Press, 2014.

14. J. S. Juris, « Reflections on #Occupy Everywhere. Social Media, Public Space, and Emerging Logics of Aggregation », *American Ethnologist*, vol. 39, n° 2, 2012, p. 259-279.

15. E. Romanos, « Collective Learning Processes within Social Movements. Some Insights into the Spanish 15M/Indignados Movement », in C. Flesher et L. Cox (dir.), *Understanding European Movements. New Social Movements, Global Justice Struggles, Anti-Austerity Protest*, Londres, Routledge, 2013, p. 203-219.

un renouvellement des acteurs et des pratiques de l'action collective. Mais ont-ils pu avoir un impact sur l'action politique institutionnelle ?

Quel rôle pour les initiatives citoyennes dans l'action politique ?

La question des effets des mobilisations reste complexe, et demande plusieurs points d'entrée. Ancelovici a montré comment le mouvement Occupy a, aux États-Unis, permis aux discours sur les inégalités sociales de retrouver une place dans le débat politique dominant¹⁶. Dans des situations de crise prolongée, les contestations massives peuvent aussi provoquer un changement drastique, précipitant par exemple la tenue d'élections¹⁷. D'autres effets, souvent indirects, concernent les politiques publiques des gouvernements. Toutefois, dans les cas des Indignés et d'Occupy, les effets les plus intéressants sont induits dans le jeu politique auprès d'autres acteurs et de leurs dynamiques relationnelles. Les mobilisations récentes se caractérisent par une forte critique des acteurs institutionnels, remettant en cause leurs pratiques et principes de fonctionnement. Elles ne sont cependant pas complètement déconnectées du jeu politique traditionnel qu'elles influencent de diverses manières.

L'insertion des mobilisations dans le jeu politique

Une caractéristique souvent soulignée des Indignados et Occupiers est la recherche d'autonomie vis-à-vis des partis politiques et d'autres structures représentatives comme les syndicats. Ils rejettent clairement les principes et la logique de la délégation de pouvoir, comme l'indique le manifeste de l'assemblée générale de la Puerta del Sol : « Nous sommes des personnes venues de manière libre et volontaire [...]. Nous ne représentons aucun parti ni association¹⁸. » Pourtant, la frontière entre acteurs institutionnels et non institutionnels n'est pas toujours claire. Certains syndicats et partis politiques ont pu soutenir campements et assemblées, voire y participer activement, en Espagne comme aux États-Unis. Le 15M a ainsi rapidement rejoint les luttes syndicales classiques, soutenant les grèves générales du mouvement ouvrier. Dans les assemblées de quartier, des commissions « sur le travail » ont été créées et de nombreux militants syndicaux ont pris part à titre individuel au 15M¹⁹. Quand les connexions ne se sont pas faites, par exemple en Irlande ou aux Pays-Bas, cela a constitué un des facteurs

16. M. Ancelovici, « Le mouvement Occupy et la question des inégalités : ce que le slogan "Nous sommes les 99 %" dit et ne dit pas », in F. Dupuis-Déri (dir.), *Par-dessus le marché ! Réflexions critiques sur le capitalisme*, Montréal, Écosociété, 2012, p. 15-48.

17. P. Dufour et L.-P. Savoie, « Quand les mouvements sociaux changent le politique. Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec », *Revue canadienne de science politique*, vol. 47, n° 3, 2014, p. 1-28.

18. Voir sur : <<http://madrid.tomalaplaza.net>>.

19. A. Calle et J. Candon, « Sindicalismo y 15M » in M. Cruells et P. Ibarra (dir.), *La democracia del futuro. Del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Barcelone, Icaria Editorial, 2013, p. 151-167.

d'échec de la mobilisation. Comparant les mouvements Occupy de Los Angeles et d'Amsterdam, Uitermark et Nicholls montrent que le maintien dans le temps des campements dépend des connexions qu'ils parviennent à établir, ou non, avec le milieu militant local. Alors que la réussite dans le cas américain est liée au soutien des syndicats, en dépit des réticences de certains jeunes militants, le cas hollandais se solde par un échec avec un campement qui se renferme sur lui-même²⁰. Il faut donc aller au-delà du discours anti-institutionnel des militants pour comprendre comment ces mobilisations s'articulent avec les acteurs de la politique traditionnelle.

D'où la nécessité d'analyser les liens (ou leur absence) entre ces mobilisations et d'autres sphères, comme la sphère électorale : on ne peut penser ces espaces comme forcément disjoints. Des analyses quantitatives ont ainsi cherché, en Espagne notamment, à voir si la participation à la mobilisation avait, ou non, un impact sur le comportement électoral. Peu d'études analysent toutefois clairement l'articulation entre différentes sphères de participation, cherchant à comprendre ce que ces mobilisations signifient pour les démocraties représentatives et leurs transformations. Kriesi met en avant les liens complexes existant entre politiques de la rue et changements partisans²¹. Il propose de réinscrire l'expression des mouvements étudiés dans le contexte plus large de la crise de la démocratie, crise marquée par la montée du populisme et de nouveaux clivages partisans. Pour lui, les principaux changements, aux États-Unis, ont eu lieu au niveau des partis politiques (avec l'influence croissante du Tea Party), alors qu'en Grèce et en Espagne les mobilisations se traduisent par une suspicion croissante vis-à-vis des partis socialistes, une participation électorale en baisse, et la revendication de transformations en profondeur des systèmes de représentation. Toutefois, la victoire de Syriza aux législatives grecques de janvier 2015, et les bons résultats obtenus par Podemos en Espagne depuis 2014, montrent que la contestation a aussi eu une traduction électorale dans les pays d'Europe du Sud.

L'émergence de nouveaux partis politiques

Dans certains pays, les mobilisations Indignés et Occupy ont eu un impact direct sur la scène politique institutionnelle, avec la consolidation ou l'émergence de nouveaux partis politiques. C'est le cas en Grèce où Syriza arrive au pouvoir en 2015 après avoir fait campagne contre les

20. J. Uitermark et W. Nicholls, « How Local Networks Shape a Global Movement. Comparing Occupy in Amsterdam and Los Angeles », *Social Movement Studies*, vol. 11, n° 3-4, 2012, p. 295-301.

21. H. Kriesi, « Mobilization of Protest in the Age of Austerity », in *Street Politics in the Age of Austerity*, op. cit., p. 67-90.

politiques d'austérité. En Espagne, deux partis émergent dans le sillage des Indignados, sans en être directement issus. Créé en janvier 2013, le Partido X constitue une première tentative de réaliser un saut politique à partir du mouvement des Indignés. Si la plupart de ses fondateurs et de ses membres participent ou s'identifient au 15M, ils refusent de représenter un mouvement aussi large et hétérogène. Pourtant, l'objectif de « dépersonnaliser la politique », en refusant la figure du leader et en préservant l'anonymat des militants, est très proche des pratiques et revendications des Indignados. Le message est toutefois peu audible de l'extérieur, et les résultats du Partido X aux élections européennes de mai 2014 (0,64 % des suffrages soit un peu plus de 100 000 voix) restent confidentiels. L'écho du deuxième parti, Podemos, est d'une tout autre ampleur. Lancé en janvier 2014, il crée la surprise aux européennes de mai 2014 en remportant près de 8 % des voix, soit plus de 1,2 million d'électeurs. Son ascension électorale est dès lors fulgurante. En 2015, Podemos arrive en troisième position dans la plupart des régions et remporte, dans le cadre de coalitions municipales d'unité populaire, les plus grandes villes du pays comme Madrid et Barcelone. Aux législatives de décembre 2015, le nouveau parti consolide sa place sur la scène politique nationale en recueillant plus de 20 % des suffrages (5,2 millions d'électeurs).

La percée de Podemos est emblématique des effets politiques qu'ont pu avoir les mobilisations récentes quand elles ont reçu un large soutien populaire, mais aussi des limites de la transposition électorale de leurs revendications démocratiques. Le manifeste initial de Podemos : « Avancer ses pions : convertir l'indignation en changement politique », fait directement allusion au mouvement des Indignés. Le parti cherche aussi à mettre en avant une filiation symbolique et visuelle avec le 15M, en organisant par exemple une « marche pour le changement », le 31 janvier 2015, à la Puerta del Sol. Pourtant, la filiation n'est que partielle. Pour toucher un public plus large que les assemblées du 15M, les fondateurs de Podemos n'ont pas hésité à rompre avec certaines pratiques des Indignés, comme la méfiance à l'égard des médias de masse ou le rejet de la figure du leader. Dès l'automne 2014, ils ont mis en place une organisation verticale et centralisée autour de la figure de Pablo Iglesias, dont la notoriété doit beaucoup à la télévision.

La percée de Podemos en Espagne

En dépit de ces écarts entre les pratiques démocratiques des Indignés et celles de Podemos, l'émergence de ce nouveau parti et sa rapide ascension électorale peuvent être perçues comme des conséquences électorales du

15M²². Podemos n'est certes pas issu d'une assemblée des Indignés – ses fondateurs étaient politisés bien avant le campement de la Puerta del Sol. Ces derniers se sont toutefois appuyés sur le 15M pour lancer leur parti, retenant l'idée de faire de la politique en partant des conditions de la vie quotidienne, et de tenter de mobiliser au-delà des clivages traditionnels. Cette initiative rejoint le sentiment d'une partie des Indignés, qui voient les limites des manifestations organisées depuis près de trois ans et reconnaissent la nécessité d'entrer dans le jeu électoral pour faire changer les choses. Les premières actions menées par les élus de Podemos, dans les villes qu'ils ont remportées au sein de coalitions plus larges ou depuis les Parlements nationaux ou régionaux, montrent que les revendications des Indignés pour plus de justice sociale, et une démocratie plus participative, commencent à avoir un impact sur la politique institutionnelle. Dans d'autres pays européens et nord-américains, où les forces conservatrices et d'extrême droite progressent, l'impact des mouvements Indignés et Occupy sur le jeu politique traditionnel est moins évident.

L'action contestataire fait partie intégrante de l'action politique dans les démocraties représentatives. Elle est même souvent le moteur premier de leurs transformations. Partout, les mobilisations récentes ont montré qu'une alternative à l'austérité était possible et que la crise de la politique n'était pas une fatalité. En ce sens, elles ont participé à refonder le social et le politique, c'est-à-dire à modifier les termes mêmes des possibilités de l'action. C'est sans doute là le rôle central des mouvements sociaux et des acteurs collectifs non-institutionnels.



Mots clés

Occupy
Mouvement des Indignés
Contestation sociale
Démocratie

22. J. Fernandez-Albertos, *Los votantes de Podemos. Del partido de los Indignados al partido de los excluidos*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2015.